



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

18 avril 2016

La nouvelle composition du gouvernement a été accueillie avec beaucoup de réserves par l'opinion publique, comme le reflètent les diverses réactions rapportées par la presse ce jour. Non-respect de la Constitution, manque d'ouverture, manque de crédibilité, autant de critiques envers la nouvelle formation gouvernementale. Par ailleurs, le projet de loi relatif au Code de la communication figure également dans les thèmes abordés par la presse.

Politique interne

REACTIONS SUR LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT MAHAFALY

Le gouvernement de Mahafaly Olivier Solonandrasana a été mis en place vendredi dernier. Pour rappel, 19 ministres du gouvernement Ravelonarivo ont été reconduits. Seuls cinq partis sont représentés au niveau de cette nouvelle équipe, à savoir le « Hery vaovao ho an'i Madagasikara », le « Tiako i Madagasikara », le « Malagasy Tonga Saina », le « Miaraka amin'i Prezidà Andry Rajoelina » et l' « Asa vita no hifampitsarana ». Cette composition est loin de faire l'unanimité. Elle a suscité de larges réactions dans le microcosme politique. (**Midi Madagasikara ; L'Express de Madagascar, p.3**)

- « Ce nouveau gouvernement est illégal, tout comme la nomination d'Olivier Solonandrasana Olivier Mahafaly au poste de Premier ministre. La Constitution a été une fois de plus bafouée et c'est un non-respect envers le peuple », dénonce Pierre Houlder, porte-parole du « Miaraka amin'i Prezidà Andry Rajoelina », qui n'espère rien de ce gouvernement. (**L'Express de Madagascar, p.3**)
- « On ne peut rien espérer de meilleur de ce nouveau gouvernement », fustige aussi le Sénateur Lylison René de Rolland. De l'avis du parlementaire, le gouvernement Mahafaly a mal démarré. Selon ses explications, la mise en place de ce gouvernement ne repose sur aucune base juridique légale, dans la mesure où la démission de l'ancien Premier ministre Jean Ravelonarivo n'a pas réellement observé les règles en vigueur. « Ce gouvernement est seulement conçu pour préparer l'accueil du Sommet de la Francophonie et l'élection présidentielle de 2018 », conclut-il dans les colonnes de **Madagascar-Laza (p.2)**.
- « Dès le premier jour de son installation, le gouvernement Mahafaly a failli à ses tâches. Il n'y avait pas eu de critères de nomination structurés ni articulés », a réagi Lanto Rakotomanga, députée élue dans le IIème arrondissement. Selon son opinion, le nouveau gouvernement a été fondé sur une base purement politique et dans un seul souci de stabilité du régime. « La reconduction des ministres du gouvernement Ravelonarivo jugés incompétents a envoyé un signal désastreux et sapé toute crédibilité de l'Exécutif », accuse-t-elle. (**Madagascar-Laza, p.2**)
- « Le Président a opéré un changement de quelques membres du gouvernement, mais selon quels critères ? Certains ministres ont détourné des fonds et les bailleurs les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



connaissent très bien. Ce gouvernement est anticonstitutionnel et illégal », s'est exprimé Saraha Rabearisoa, du Parti Libéral Démocratique dans les colonnes de **L'Express de Madagascar (p.3)**.

- *Toavina Ralambomahay, de l'Opposition, craint une éternelle absence de l'opposition au sein de l'Assemblée nationale et du Sénat, étant donné que les grands partis sont tous au pouvoir. « Madagascar est dirigé par les mêmes personnes depuis 2013 », explique cet opposant au régime. (L'Express de Madagascar, p.3)*
- *Les natifs de la région Vatovavy Fitovinany se sentent exclus de la formation du nouveau gouvernement. Ils sont d'autant plus frustrés que certaines régions sont représentées par deux ministres. (Midi Madagasikara, p.3 ; Tia Tanindrazana, p.3)*
- *Les partisans du Tiako i Madagasikara craignent que l'affectation de Roland Ravatomanga, ancien ministre de l'Agriculture et du Développement rural, à la tête du ministère de l'Eau ne soit un subterfuge pour mieux le discréditer a posteriori. Le quotidien revient sur la polémique autour de la gestion des ordures de la capitale. Le Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo, rattaché au ministère de l'Eau, a bénéficié d'un financement de la Présidence de la République pour procéder à l'assainissement de la capitale. Le délai des travaux d'assainissement expire bientôt. Le ministre devra porter la responsabilité de l'échec du SAMVA. (Tia Tanindrazana, p.3)*
- *Joint au téléphone par Les Nouvelles, Julien Radanoara, Expert en Relations internationales, aurait voulu un changement radical du gouvernement. Il reconnaît cependant, que le maintien du ministre des Finances et du Budget est un bon point, étant donné que les négociations en cours sont nombreuses et qu'il aurait été difficile de revenir au point de départ. (p.2)*
- *« Nous voulons juste qu'il y ait une coordination sur l'organisation des élections » a précisé Hery Rakotomanana, président de la Commission électorale nationale indépendante. En somme, la CENI insiste sur l'aspect technique de ce gouvernement. (L'Express de Madagascar, p.3)*
- *« Il faut laisser le soin au gouvernement de travailler, on jugera par la suite », a déclaré prudemment l'ancien Président de la République Marc Ravalomanana, interviewé par Madagascar-Laza à l'occasion de la finale du Championnat de Madagascar de rugby. (p.2)*
- *« Le pays a besoin de développement. J'espère que le nouveau gouvernement y parviendra ». C'est en ces termes qu'Annick Ratsiraka, fille de l'ancien Président Didier Ratsiraka, s'est exprimée en réactions à la formation du nouveau gouvernement. Elle espère que ce troisième gouvernement, depuis l'accès de Hery Rajaonarimampianina au pouvoir, sera le dernier avant les prochaines élections de 2018. (Madagascar-Laza, p.2)*
- *« Nous avons perdu la bataille et non la guerre », a souligné Eric Rajaonary, Président Directeur général de la société Guanomad, dans une lettre adressée à ceux qui l'ont soutenu et l'ont proposé dans la liste des Premiers ministrables. (Madagascar-Matin p.2 ; La Vérité, p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





- **Midi Madagasikara** se demande si la composition du gouvernement ne s'est pas faite en vue des présidentielles de 2018. Le quotidien dénonce, en effet, une « fausse ouverture et une prédominance du Hery Vaovao an'i Madagasikara ». (p.2)
- **Madagascar-Laza** attire l'attention des lecteurs sur la suppression du ministère du Travail. En effet, le ministère de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales d'antan, a été remplacé par le ministère de la Fonction publique et de la Réforme de l'Administration. Le quotidien a sollicité l'avis d'un juriste, lequel a indiqué que l'absence d'un département ministériel en charge du Travail pourrait remettre en cause les conventions internationales que Madagascar a ratifiées. (p.3)
- **La Gazette de la Grande** relève la présence de sept « putschistes » dans le gouvernement Mahafaly. Ces « putschistes » sont les 109 personnalités sanctionnées en mars 2010 par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine. Malgré tout, le quotidien affiche son optimisme et suggère au gouvernement Mahafaly de bannir certaines pratiques, à savoir la corruption et la désignation de personnalités aux hauts emplois de l'Etat en contrepartie d'une rétribution, pour améliorer sa cote auprès du public. (p.2)
- La « dégringolade du ministre Rivo Rakotovo dans l'ordre protocolaire » a retenu l'attention de plusieurs quotidiens. Ancien ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et des Infrastructures, le ministre a été « rétrogradé » au poste de ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage. **La Vérité** évoque une « humiliation » (p.3) **La Gazette de la Grande île** confirme même son « déclin ». (p.5) Selon les commentaires de **Madagascar Matin**, « l'homme de main du Président de la République a été mis au garage » (p.2). **L'Observateur** ne partage pas ces avis. Le quotidien rappelle, en effet, que le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage figure parmi les départements les plus soutenus par les bailleurs de fonds. Le journal est ainsi convaincu que Rivo Rakotovo pourrait facilement constituer le « trésor de guerre » du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara en vue de l'élection présidentielle de 2018, grâce à son nouveau poste. (p.2)

Economie et société

GREVE DES SYNDICATS DES GREFFIERS ET DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE: EN REPRISE CE JOUR ?

Le 15 avril, le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly a convoqué les représentants du syndicat des greffiers et celui des agents pénitentiaires pour tenter de négocier. Pour rappel, les deux corps sont entrés en grève générale depuis le 11 avril, après s'être plaints du peu d'effort engagé par le ministère de la Justice dans la concrétisation de leurs revendications. Le syndicat des greffiers réclame une révision du montant des indemnités et le reclassement des greffiers titulaires de certains diplômes. Le syndicat des pénitenciers revendique la promotion dans la catégorie 3 de la Fonction publique des membres de la corporation. **Madagascar Matin**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





*rapporte que la réunion en fin de semaine n'a pas été fructueuse. Selon sa version, le Premier ministre a certes, proposé de payer les arriérés d'indemnités, mais n'a fixé aucune date. Il soutient ainsi que les deux syndicats vont poursuivre la grève. (p.3) Moins alarmiste, **La Gazette de la Grande île** n'est pas certaine de la réaction des deux syndicats. Pour le quotidien, ce lundi est un « test » pour le nouveau locataire de Mahazoarivo. Il rappelle en effet, que Solonandrasana Olivier Mahafaly a remplacé Noëline Ramanantenasoa, ancienne ministre de la Justice, justement à cause de ces grèves (p.5). **Les Nouvelles** n'a fait aucune allusion concernant la réunion du 14 avril. Le quotidien s'est contenté de rapporter que la plateforme syndicale F3M, regroupant sept syndicats de fonctionnaires, a décidé de prêter main forte aux syndicats des greffiers et de l'administration pénitentiaire. (p.2)*

APRES 20 ANS D'ATTENTE, MADAGASCAR AURA ENFIN SON CODE DE LA COMMUNICATION

Comme l'a annoncé le Président Hery Rajaonarimampianina lors du conseil des ministres du 13 avril, le projet de loi relatif au Code de la communication sera introduit à la prochaine session ordinaire du Parlement, qui s'ouvrira ce 3 mai 2016. La mise en conformité de ce projet de texte avec les conventions internationales figure parmi l'un des défis majeurs qui attendent les acteurs de la communication, mais aussi l'Etat. Concrètement, le monde du journalisme attend la dépenalisation des délits de presse, la reconceptualisation de ces délits, la responsabilisation de la presse et des médias ainsi que la lutte contre la corruption. Pour rappel, les Nations Unies, à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement est l'un des principaux bailleurs ont œuvré pour l'élaboration de ce Code de la Communication. Son objectif réside dans la mise en place d'une presse responsable, objective et libre. (Midi Madagasikara, p.2 ; Madagascar-Laza, p.3)

- *Dressant un bref état des lieux de la profession journalistique, **Madagascar Matin** dénonce l'existence d'une « liberté sauvage » au sein d'une frange de la presse nationale. Le quotidien fait référence à certains journalistes « qui bafouent l'intégrité de certaines personnalités par des soi-disant révélations pourtant dépourvues de preuves, qui considèrent les réseaux sociaux comme sources fiables et crédibles ou qui transforment de simples rumeurs en véritables informations ». (p.2)*

Relations internationales

VISITE DE BAN KI MOON A MADAGASCAR : CONFIRMATION DU RETOUR DE MADAGASCAR DANS LE CONCERT DES NATIONS UNIES

Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères, a fait le point sur la prochaine visite du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, à Madagascar, les 10 et 11 mai prochains, lors d'une conférence de presse. La Chef de la diplomatie malgache évoque un « triomphe de la diplomatie malgache ». Selon sa lecture, la visite de la Secrétaire générale de la Francophonie suivie de celle du Secrétaire général des Nations Unies est le fruit d'une « diplomatie agissante

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





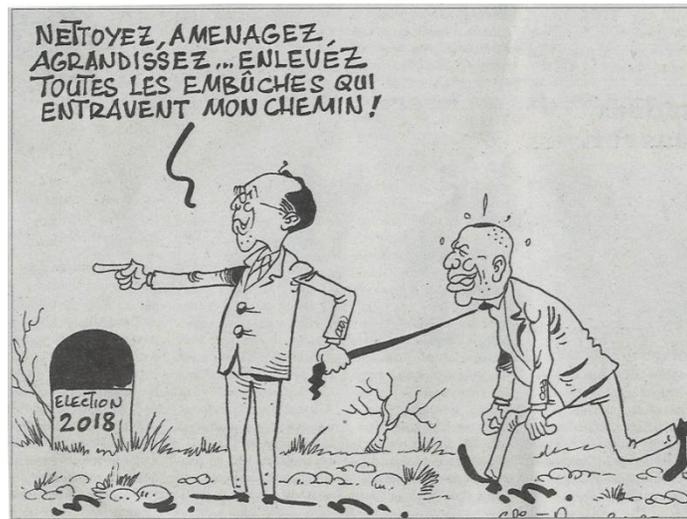
INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



et proactive ». C'est avec optimisme qu'elle annonce que « la visibilité de Madagascar progresse de manière rassurante et que le pays est sous les projecteurs ». Elle estime, par ailleurs, que la venue du numéro un des Nations-Unies tombe à pic. « Il va pouvoir constater de visu les efforts effectués dans le domaine de la démocratie et de l'alternance », souligne-t-elle. (Midi Madagasikara, p. 3 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.3 ; La Vérité, p.3)

Un peu d'humour



L'Observateur p. 3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web : www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

